



## Édition abonnés vendredi 23 janvier 2009

### Perpignan

#### Le Ministre de la dernière chance

**Michel Barnier, ministre de l'agriculture, est aujourd'hui dans le département. Il rencontre les responsables professionnels à Banyuls.**

Qu'attendent les responsables professionnels de l'agriculture locale de cette visite ? La réponse avec les intéressés. **MICHEL GUALLAR : "UN TRAIN DE MESURES EXCEPTIONNEL"**

Pour Michel Guallar, président de la Chambre d'agriculture : *"Nous sommes passés de 51 000 ha en production en 1988 à 29 000 en 2007. Dans la même période, sur 8 200 exploitations, nous en avons perdu plus de la moitié. Nous sommes un des cinq départements les moins soutenus de France avec seulement 0,13 % de l'enveloppe nationale. 37 % des revenus agricoles départementaux sont inférieurs au SMIC, même si nous générons plus de 40 000 emplois. A ce titre nous demandons, du fait de nos productions spécifiques, de notre situation frontalière et des concurrences déloyales subies par notre profession depuis trois décennies, la mise en place d'un train de mesures exceptionnel. Des tournants ont été pris au niveau de la professionnalisation, de la qualité, de la valeur ajoutée, de la commercialisation. Il faut désormais accompagner nos entreprises si on veut qu'elles continuent à jouer leur rôle dans la gestion de l'espace et dans la cohésion sociale au sein d'une société qui spéculer sur l'urbanisation et va bientôt manquer de repères environnementaux"*. **BRICE CASSAGNES : "POUR UNE ZONE DE REVITALISATION RURALE"**

Pour Brice Cassagnes, président des Jeunes Agriculteurs : *"La zone de revitalisation rurale (ZRA) que nous allons proposer au Ministre pourrait concerner l'ensemble des communes du département incluses dans un arrondissement ou un canton caractérisé par une forte activité agricole et satisfaisant au moins à un des critères socio-économiques suivants : une perte de revenu brut largement inférieure à la moyenne du revenu national en agriculture et un déclin avéré de la population active, qu'elle soit agricole ou rurale. Cette ZRA pourrait porter sur un aménagement de la fiscalité avec l'exonération de certaines taxes liées à la production et celle des cotisations patronales"*. Et les jeunes agriculteurs de rappeler qu'il pourrait s'agir d'un projet pilote au niveau national. **CLAUDE JORDA : "UN POINT DE NON RETOUR"**

Pour Claude Jorda, président de la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles, cette rencontre ne doit surtout pas avoir lieu entre deux portes : *"Il ne faudra pas calibrer le débat, car nous avons atteint un point de non retour. Depuis plus de trente ans, nous subissons les concurrences déloyales qui ont fortement affaibli notre potentiel économique et humain. A l'aune de l'Euroméditerranée dont on parle beaucoup sans savoir ce que cela nous réserve, nous devons demander au ministre ce que vont clairement devenir nos productions locales quand les pays de cette zone située au Sud de l'Europe auront le feu vert pour exporter leurs marchandises sur nos marchés traditionnels avec les distorsions sociales que nous pouvons redouter. N'oublions pas que nous produisons surtout du vin, des fruits et des légumes, productions si peu soutenues par la PAC et déjà fortement concurrencées par les pays émergents et en voie de développement"*. **DENIS PIGOUCHE : "LES LACUNES DU PLAN D'ARRACHAGE"**

Fort de son rapprochement avec le Syndicat du Midi, le président du syndicat des vignerons, Denis Pigouche, va réclamer des Droits à Paiement Unique (DPU) à hauteur de 300 euros par hectare et l'Indemnité Compensatrice de Handicap Naturel pour les VDN et les vignes produisant moins de 50 hectos. Il va également interroger Michel Barnier sur les lacunes du plan d'arrachage où il semblerait que seulement 800 hectares sur les 900 retenus aient été pris en considération. *"Nous ne pouvons plus nous cacher derrière notre petit doigt. En vins secs, autrement dit pour les deux tiers de la production, il manque, hors main d'oeuvre, 900 euros par hectare"*. Au-delà de ces revendications, bien d'autres points concernant l'agriculture départementale seront abordés aujourd'hui. *"Nous allons aussi"* indique Michel Guallar

